



Déclaration liminaire des élus B de la CGT Finances Publiques 47 – CAPL
16/07/2015

La CAPN du mouvement de mutations et de premières affectations des contrôleurs des finances publiques s'est achevée le mardi 30 juin.

Le premier mouvement définitif fusionné de mutations a été publié par la direction générale sur Ulysse le 1er juillet.

Une nouvelle fois, il fait apparaître une situation des effectifs catastrophique au plan national : au moins 1700 vacances d'emplois en catégorie B !

Comment les collègues vont-ils pouvoir remplir l'intégralité de leurs missions de service public dans ces conditions, surtout si on ajoute les 1 830 vacances de la catégorie C ?

Face aux demandes répétées des élus et représentants nationaux des organisations syndicales, la direction générale a obtenu l'appel de 100 contrôleurs supplémentaires en attente sur les listes complémentaires des différents concours B.

La CGT Finances Publiques ne peut toutefois se contenter de ce résultat qui ne permettra pas de pallier les énormes difficultés rencontrées dans les services par les agents pour exercer correctement leurs missions de service public.

La CGT Finances Publiques continuera donc de revendiquer :

- L'arrêt des suppressions d'emplois ;
- Un recrutement à hauteur des vacances d'emplois ;

Dans le Lot et Garonne, la situation n'est pas plus brillante puisque la direction locale indique 27 vacances d'emplois au 01/09/2015 auxquels il faut ajouter 4 départs à la retraite entre le 01/09/2015 et le 01/01/2016.

Au total, c'est donc 31 emplois B qui manqueront dans les services d'ici la fin 2015. De nombreux sites sont touchés, certains plus lourdement avec 3 vacances d'emplois recensées :

- SIP/SIE/CDIF à Agen
- Trésorerie Municipale à Villeneuve s/Lot

A l'issue du mouvement définitif le 30 juin dernier, la Direction Générale annonçait un déficit prévisionnel de 6.7 agents au 31 Décembre 2015.

Les élus B de la CGT finances publiques 47 attendent des explications sur la différence de 25 emplois vacants supplémentaires apparus en l'espace de 15 jours, entre vos chiffres d'aujourd'hui et ceux donnés aux élus nationaux par la Direction Générale

D'autre part, à la lecture des documents préparatoires, nous avons des interrogations quant à la véracité de certaines chiffres des vacances affichés par la direction locale. Nous aurons l'occasion

d'y revenir plus précisément au cours de cette CAP.

Enfin, nous dénonçons le nombre croissant d'affectations " ALD " ("à la disposition") qui laisse trop d'agents en difficulté personnelle parce que leur affectation locale ne correspond pas aux vœux qu'ils ont formulés.

C'est aussi pour cette raison que la CGT Finances Publiques revendique une affectation la plus fine possible (commune, mission, structure) et que toutes les vacances d'emplois soient pourvues à chaque mouvement dès lors qu'il existe des demandes.